

leur contenu de classe), pour résister au fascisme et maintenir la démocratie « plus favorable à la lutte ouvrière ». Eh bien, l'expérience du front unique sarrois est là péremptoire. Jusqu'ici, les charlatans du mouvement prolétarien prétendaient que c'est le manque de front unique qui avait perdu les ouvriers allemands. En Sarre, ils l'ont eu le front unique ; ils ont même eu le soutien de la France, toujours décidée à lutter pour la liberté... et, malgré cela — plutôt à cause de cela — les ouvriers ont déserté la mascarade démocratique pour passer au fascisme allemand appelant à la lutte contre la France exploitant les mines domaniales, l'industrie du bassin.

Le « Front de la liberté » s'est avéré être le plus sûr rempart du capitalisme voulant voir disparaître tout esprit de classe en Sarre afin d'en faire un problème « du ressort de Genève », c'est-à-dire un litige entre deux brigands opposés, et la condition de la victoire fasciste au plébiscite.

En appelant les travailleurs à voter pour le statu quo, socialistes et centristes ont répondu à ce désir et le front unique fut le moyen par excellence pour démontrer aux ouvriers leur impuissance de classe, puisque leur front commun devait inévitablement se rattacher à la France.

Aujourd'hui les « réalistes », partisans de solutions concrètes, d'un choix entre fascisme et démocratie, ont beau lever les bras au ciel en clamant contre la terreur hitlérienne, la carence de la S. D. N. ou la trahison de la France « heureuse » de livrer la Sarre à l'Allemagne. Le fait essentiel c'est la débâcle du mouvement ouvrier dont ils sont les grands responsables. Et qu'ils ne viennent pas nous chanter naïvement que l'ouvrier sarrois a voté contre les Compagnies françaises qui l'exploitent durement. Ne le savaient-ils donc pas ? Il y a deux mois, nous l'écrivions dans « Bilan » et il ne fallait vraiment pas être prophète pour le deviner.

Mais il fallait répondre « concrètement » aux ouvriers qui demandaient un chemin et le plus facile était, évidemment, de leur attribuer des opinions démocratiques alors que la grande partie des ouvriers sarrois, en ralliant le communisme dans l'après-guerre, avait pourtant témoigné sa conscience véritable. Mais appeler les ouvriers à répondre « non » au plébiscite en y opposant la dictature du prolétariat, c'était faire preuve de « philosophie » et

l'on est pour un marxisme de pacotille, car la « vérité est toujours concrète ». Ainsi, il « faut » choisir entre la démocratie et le fascisme parce que le prolétariat est incapable de lutter pour la révolution. Ce qui reste de concret dans ce raisonnement, c'est sa profonde ignorance — toute en contemplation — devant un processus historique dont il ne comprend pas le déroulement. La dialectique de l'histoire veut que le capitalisme pose le problème du pouvoir devant le prolétariat dans des moments où ce dernier ne peut le saisir, comme il est vrai que le prolétariat pose, lui, ce problème, dans un moment où croule l'édifice de la vieille société. Mais l'opportuniste — qui ne change pas — reste fidèle à une méthode qui consiste à éviter la solution réelle du problème pour en rechercher l'apparence. Et lorsque, écrasé par les événements, ses bulles de savon s'évanouissent, il insulte le vent, la pluie, le soleil, de son échec.

Le marxiste, par contre, n'invente pas des solutions faciles et pratiques qu'il substituera à l'initiative spontanée des masses, mais essaiera de rester en liaison avec l'ensemble du processus historique, par son analyse, sa compréhension du devenir des situations, sachant bien que la condition suprême pour diriger les ouvriers demain, réside dans une fidélité intransigeante à des principes, aujourd'hui. Si les événements posent le problème du pouvoir devant le prolétariat alors qu'il est battu et incapable de lutter pour ses intérêts, même immédiats, les communistes interpréteront cette contradiction comme un appel urgent au rassemblement des ouvriers autour de formulations de classe exprimant ces contrastes et contenant leur solution, sans pourtant se placer sur le terrain de classé de l'ennemi. Même si leurs appels, leurs positions, ne rencontraient aucun écho immédiat, il s'agira alors d'affirmer une évolution certaine pour laquelle ils prépareront les éléments idéologiques.

Qu'il y ait là de la « phraséologie », de la « philosophie », certainement pas : les philosophes n'ont fait qu'expliquer le monde, il s'agit de le transformer, dit Marx, mais pour le transformer, il faut comprendre le devenir des événements. La méthode philosophique se distingue du matérialisme historique en ce qu'elle est essentiellement **statique**, s'attache à l'étude de la forme pour elle immuable, alors que le marxisme est essentiellement

dynamique, orienté en permanence vers le devenir. Les partisans du statu quo s'inspirent d'une pensée « philosophique » — dans le sens réactionnaire du mot — en tant que partisans, pour le prolétariat, d'un « défaitisme historique », de l'acceptation de formes capitalistes de domination, alors que la raison d'être du prolétariat est la négation de toutes ces formes et la proclamation d'un contenu révolutionnaire que les situations sont appelées à concrétiser.

Il est certain que tracer au feu d'une analyse marxiste des situations les limites de notre action, de notre pouvoir de mobilisation des ouvriers sur une base de classe, c'est parfois être dans l'obligation de **proclamer**, dans le vide apparent, une mission historique qui semble balayée par le capitalisme. Du point de vue du « bon sens », une proclamation est abstraite dès lors qu'il s'avère qu'elle est momentanément irréalisable. Mais entre contempler son nombril en rêvant à la révolution et affirmer une volonté historique bâillonnée par la violence capitaliste, il y a une différence que le « bon sens », qui ne voit pas plus loin que le bout de son nez, ne distingue plus. Il s'agit alors plus de préserver l'avenir, maintenir et forger des cadres, plutôt que d'agir à tout prix parmi les masses devenues amorphes. Et les communistes qui, dans des périodes de régression profonde, ne savent pas résister à l'enlissement, qui n'apprennent pas à lutter dans le vide et dans l'indifférence, pour sauvegarder le patrimoine idéologique du prolétariat, seront incapables de conduire les masses en éveil vers la révolution. Le vide actuel est toujours apparent parce qu'il est la surface d'une société travaillée intérieurement par des convulsions sociales terribles auxquelles correspond le travail d'élaboration révolutionnaire ; le décalage entre l'un et l'autre, ce sont les événements qui le combleront : tout le reste est vain et littérature. Mais limiter notre action, c'est faire preuve de sectarisme, s'éloigner des masses, se retirer dans une petite chapelle à l'usage de quelques initiés. Evidemment, pour ceux qui mobilisent les masses sur commande, effectuent des mouvements en votant des résolutions impératives, pour ces caméléons, il importe, au nom des intérêts des masses, de pouvoir rejoindre librement les classes dominantes. Mais, pour les communistes restés fidèles à la révolution prolétarienne,

les limites de leur action de classe doivent être tracées afin de garantir, autant que possible, le parti de l'emprise opportuniste qui n'est que le reflet de la poussée du capitalisme sur le prolétariat dans des périodes de flux ou de reflux.

Ce problème est généralement présenté ainsi : il suffit de proclamer sa fidélité aux principes programmatiques du parti pour pouvoir, au nom de la « tactique », adopter des positions intermédiaires opportunistes. D'ailleurs, Lénine aurait donné l'exemple de l'opportunité révolutionnaire de la tactique du louvoiement ! A notre avis, tactique et principes sont indissolubles. Dans son sens marxiste, la tactique c'est une perspective de convergence de tous les phénomènes sociaux qui **peuvent** objectivement se diriger vers la révolution. Dans son sens opportuniste, c'est un droit sacré pour ne pas analyser les phénomènes et la nature des forces sociales pour proclamer a priori qu'on peut les faire converger directement et matériellement vers le communisme. Le domaine de la tactique actuelle, par exemple, ne peut plus être le même que celui de l'époque de Lénine puisqu'il faut admettre que l'évolution des forces sociales dans l'après-guerre — tant capitalistes que prolétariennes — a davantage éclairé l'arène de la lutte des classes, clarifié des équivoques, limité le champ des manœuvres en situant la lutte révolutionnaire sur le terrain concret et historique de la prise du pouvoir. C'est pourquoi ni au sujet de la démocratie, de l'alliance avec des forces démocratiques, avec les classes moyennes, ni au sujet des possibilités d'exploitation des contrastes inter-impérialistes en appuyant l'un contre l'autre, des « manœuvres tactiques » ne sont plus permises. Il s'agit ici de positions toujours favorables à l'adversaire ainsi que le démontrent les expériences vécues depuis Octobre 1917.

Parce que le champ d'action historique du prolétariat s'offre dans sa plénitude à nos yeux, la tactique prolétarienne doit s'élaborer, non en fonction d'événements contingents, mais par rapport à toute la période des guerres et des révolutions avec son jeu de classe polarisé nettement. Au nom de la tactique, on ne peut permettre un retour vers des forces sociales liquidées historiquement et auxquels des événements passagers donneraient une influence sur les masses. Bien au contraire, la tactique communiste consis-